

---

Présidence : Biélorussie

## 1019<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 27 juillet 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 10 h 55

2. Président : M. D. Dovgalev

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

*Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE* : Royaume-Uni (FSC.DEL/269/22 OSCE+), Canada, Fédération de Russie (annexe 1), République tchèque-Union européenne (FSC.DEL/264/22), États-Unis d'Amérique (annexe 2), Suisse (annexe 3), Belgique (annexe 4)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Mécanisme d'avertissement et de rappel conformément à la Décision n° 10/02 du FCS (FSC.DEC/10/02)* : Président (FSC.DEL/267/22 OSCE+)

b) *Point sur le programme de formation 2022 élaboré à l'intention de jeunes administrateurs et dispensé dans le cadre des bourses de formation à la paix et la sécurité de l'OSCE et du Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies* : Représentant du Centre de prévention des conflits (FSC.GAL/68/22)

c) *Question de protocole* : Canada, États-Unis d'Amérique.

d) *Observations finales du Président du Forum pour la coopération en matière de sécurité* : Président

4. Prochaine séance :

Mercredi 7 septembre 2022, à 10 heures, Neuer Saal et par visioconférence



---

**1019<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1025 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Nous vous prions d'accepter nos plus chaleureuses félicitations pour le succès de la Présidence biélorusse du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS), qui a coïncidé avec une période de crise dans les travaux de notre organe de décision autonome. À l'heure où les États participants occidentaux de l'OSCE rompent le cadre du dialogue politico-militaire, nos amis biélorusses se sont acquittés dignement de leur tâche, poursuivant de manière équilibrée les traditions de négociation du Forum, qui reposent sur le principe du consensus et le respect des intérêts de tous les États participants. Il s'agit de l'essence même de la diplomatie.

Depuis trois mois, la délégation russe constate avec stupéfaction que l'Occident applique sa vision primitive du monde à la seule plateforme en Europe qui permette encore d'examiner des questions de sécurité militaire, sapant ainsi son fonctionnement normal. En effet, ce n'est pas nous qui avons pris l'initiative de geler les travaux du Conseil OTAN-Russie il y a près de dix ans. Dès lors, qu'essayez-vous d'obtenir aujourd'hui ?

Nous désapprouvons fermement la ligne adoptée ici par les États-Unis d'Amérique et leurs subordonnés européens, qui consiste à imposer un diktat néocolonial, des ultimatums et un rejet des pays qui poursuivent une politique étrangère indépendante. La situation est devenue telle que les États membres de l'OTAN et de l'Union européenne décident eux-mêmes d'assister ou non aux séances plénières du Forum, selon que la Présidence répond ou non aux intérêts à court terme des « maîtres occidentaux ». Tout cela est absurde. Nous ne pouvons même pas nous résoudre à les appeler les « États participants occidentaux de l'OSCE » car ils ne font que relayer des approches qui reposent sur une logique de blocs tout en reléguant aux oubliettes les principes collectifs de notre Organisation.

Cessez de classer les pays de l'OSCE en pays « acceptables » et en pays « indésirables ». Cessez d'imposer vos exigences et changez votre ton moralisateur. En outre, vos actes sont en totale contradiction avec le principe fondamental de la Charte des Nations unies sur l'égalité souveraine des États. Mais peut-être que cela, également, n'a plus aucune signification pour vous ?

L'Occident refuse d'admettre que la raison de l'opération militaire spéciale en Ukraine a été le refus, pendant de nombreuses années, de tenir compte des intérêts légitimes de la Fédération de Russie en matière de sécurité nationale. Nos préoccupations n'ont pas été prises au sérieux. La machine militaire de l'OTAN se rapprochait des frontières de la Russie. Dès lors, nous avons été contraints de commencer à défendre notre souveraineté et notre droit à un avenir sûr par d'autres moyens. Au cours de ce cycle de négociations, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Union européenne ont accusé haut et fort la Russie, tandis que, depuis huit ans, ils préparaient l'Ukraine à entrer en guerre contre notre pays, sous la direction des États-Unis. Aujourd'hui, ces « phares de la démocratie » font tout ce qu'ils peuvent pour faire durer le conflit et causer un maximum de dommages à la Russie et à son peuple. Ils ne s'en tireront pas aussi facilement. Nous le garantissons.

L'intensification des transferts d'armes occidentaux vers Kiev pourrait contraindre la Fédération de Russie à adopter une réponse plus ferme. Les caractéristiques tactiques et techniques des armes et du matériel militaire fournis par l'Occident sont telles qu'elles constituent une menace pour nos concitoyens. Dans ces conditions, nous repousserons les néonazis à une distance de nos frontières proportionnelle à la portée des systèmes de missiles utilisés par le Gouvernement ukrainien. Et puis nous verrons.

Les États-Unis poussent leurs satellites européens à coopérer étroitement avec le Gouvernement ukrainien et à envenimer les relations avec la Russie, les obligeant à former les soldats ukrainiens et à utiliser leur territoire comme zone de transit pour les livraisons d'armes. Ces actes pourraient conduire à une extension de la zone de conflit armé. Chers collègues, ne laissez pas vos maîtres d'outre-Atlantique affaiblir votre vigilance : si les forces armées ukrainiennes utilisent des systèmes de lance-roquettes multiples de fabrication américaine ou d'autres armes à longue portée de l'OTAN contre le territoire russe, les conséquences seront encore plus dramatiques. Nous vous demandons instamment de nous écouter, d'autant que les États occidentaux ont trop longtemps fait la sourde oreille à ce que la Fédération de Russie s'efforce de leur transmettre. Souvenez-vous de ce que je vous ai dit en décembre dernier. Écoutez-nous !

Il ne fait aucun doute que les objectifs et les tâches de l'opération militaire spéciale définie par le Président russe Vladimir Poutine seront atteints. Notre pays aidera les Ukrainiens à se débarrasser du régime de Kiev, qui est dirigé contre le peuple et l'histoire par des aventuriers politiques qui manipulent la question du rétablissement de l'État ukrainien dans ses anciennes frontières en vue de siphonner le flux d'argent alloué par les pays occidentaux à la junte de nazis et de toxicomanes. Nous compatissons sincèrement avec tous ceux qui ont succombé à la propagande d'État du Gouvernement ukrainien et de ses manipulateurs. Dieu et l'histoire les jugeront.

Quelques mots à propos des tentatives infructueuses des délégations occidentales de diffamer les diplomates russes. Oui, nous sommes des représentants du Kremlin et nous en sommes fiers. Nos activités bénéficient d'un appui considérable de la part des citoyens de la Fédération de Russie. Nous utilisons tous les outils disponibles pour les informer des travaux en cours au sein du Forum de l'OSCE et de ce que les satellites américains en disent. Nos concitoyens vous en diront beaucoup plus sur les relations russo-ukrainiennes qu'un représentant du gouvernement canadien qui se fie dans ses déclarations à des clichés rebattus plutôt qu'à une connaissance de l'histoire.

D'une façon ou d'une autre, l'approche de l'hiver et le succès de l'opération militaire spéciale remettront tous les éléments à leur place. Nous plaignons l'Europe si elle n'en prend pas conscience.

Pour conclure, permettez-moi d'exprimer une fois de plus notre profonde gratitude à l'équipe de la Présidence biélorusse pour son approche professionnelle dans la gestion des affaires du FCS.

Nous remercions la délégation de l'Azerbaïdjan, qui quitte la Troïka du FCS, et nous souhaitons la bienvenue à la Bosnie-Herzégovine, qui en est un nouveau membre.

Nous sommes convaincus que la future Présidence belge, malgré sa proximité avec l'OTAN et l'Union européenne et son statut d'État inamical à l'égard de la Russie, se révélera être un arbitre équitable.

Je vous prie de bien vouloir annexer la présente déclaration au journal de la séance du FCS de ce jour.

Merci, Monsieur le Président.



---

**1019<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1025 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

À la séance d'ouverture, le 4 mai, les États-Unis ont annoncé qu'ils se désengageraient du Forum pour la coopération en matière de sécurité tant que la Biélorussie assumerait la présidence. Cette position de principe est une conséquence directe de la décision de Minsk de soutenir la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. En autorisant les forces d'invasion russes à utiliser son territoire et en facilitant cette invasion, la Biélorussie s'est rendue complice de cette attaque non provoquée, commise en violation du droit international et de l'Acte final de Helsinki. Ses actes sont également tout à fait incompatibles avec le mandat du Forum, qui est d'assurer la coopération en matière de sécurité en encourageant des normes de comportement responsables et coopératives sur les aspects militaires de la sécurité. Compte tenu de ces circonstances, il est regrettable que la Biélorussie ait insisté pour rester à la présidence du Forum.

Ces trois mois ont été longs. Tout en présidant le FCS, la Biélorussie a continué à soutenir la guerre de la Russie. Entre autres formes de soutien, elle a facilité l'utilisation de son espace aérien pour des barrages de tirs à longue portée contre des zones d'habitation en Ukraine et a procédé à une accumulation menaçante de forces armées le long de sa frontière sud avec l'Ukraine. Pourtant, lorsque ses actes, qui portent atteinte à la lettre et à l'esprit du Document de Vienne, suscitent des préoccupations légitimes, la Biélorussie les rejette en expliquant qu'il s'agit de « prétextes fallacieux ».

La décision américaine de se désengager du FCS pendant la Présidence biélorusse était fondée sur des principes mais s'est avérée difficile, notamment parce que nous savions que la Russie continuerait d'abuser de ce forum à des fins de propagande, en tant qu'outil hybride, tout en poursuivant son agression volontaire et brutale contre l'Ukraine. Et même si les récits de désinformation du Kremlin n'ont aucune crédibilité auprès des membres de cette Assemblée ou du grand public, ils ne peuvent rester sans réponse. Nous remercions le petit nombre de délégations qui sont restées, semaine après semaine, au sein du FCS dans le seul but de réfuter tous les mensonges, toutes les fausses dénégations et diversions et toutes les manipulations de la vérité sur la guerre non provoquée de la Russie contre l'Ukraine et la nation ukrainienne.

La vérité est qu'il n'y a aucun moyen de défendre l'indéfendable, aucun moyen de justifier l'injustifiable. La victime, l'Ukraine, n'est pas l'agresseur, l'agresseur, la Russie,

n'est pas un libérateur, et la force ne fait pas le droit, d'autant que les forces russes ne sont pas si puissantes, comme nous le rappelle notre collègue britannique. Les illusions d'un « Monde russe » (Russkiy Mir) ne peuvent rien contre le fait que l'Ukraine soit un État souverain qui a droit, comme tout État souverain, à la légitime défense au titre de la Charte des Nations Unies. L'OTAN n'est pas engagée dans une guerre par procuration et l'« Occident collectif » ne combat pas la Russie jusqu'au dernier Ukrainien. Il s'agit d'une guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Une guerre sans précédent depuis la « Grande Guerre patriotique », mais cette guerre n'est ni « patriotique » ni « grande » pour la Russie et ne sera pas considérée comme telle. On se souviendra seulement que cet acte d'agression est le plus flagrant depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le bilan humain de l'agression russe en Ukraine et au-delà est effroyable et ses effets ont un impact mondial sur l'approvisionnement alimentaire et énergétique. Au cours des cinq mois de guerre, nous avons été témoins d'un nombre indicible d'atrocités commises contre le peuple ukrainien, de la destruction de ses villes, de ses maisons, de ses écoles, de ses hôpitaux et de ses centres commerciaux, d'attaques perpétrées contre des objets civils au moyen de barrages d'artillerie et de tirs de missiles, qui ont coûté des vies humaines et causé des souffrances considérables. Soyez assurés que les éléments de plus en plus nombreux prouvant les violations flagrantes du droit humanitaire international et les violations des droits de l'homme commises par la Russie, ainsi que ses violations des principes inscrits dans les documents de l'OSCE, notamment le Code de conduite politico-militaire, sont étayés par les rapports du Mécanisme de Moscou de l'Organisation, par les enquêtes en cours de la Cour pénale internationale et de l'ONU, ainsi que par les mécanismes nationaux de responsabilisation.

Pour notre part, nous continuerons à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Nous fournirons le soutien militaire dont elle a besoin pour contrer l'agression russe, soit 7,6 milliards de dollars des États-Unis jusqu'à présent depuis que la Russie a lancé son offensive contre l'Ukraine. Nous continuerons également d'assurer l'aide économique et humanitaire nécessaire pour soutenir le peuple ukrainien. Ces personnes héroïques ont tout à fait le droit de se défendre et Moscou n'a pas le droit d'exiger leur capitulation.

Tandis que nous clôturons cette session du FCS en cette période sombre, la Russie doit faire une pause, réévaluer la situation et reconnaître que cette guerre est un échec stratégique qui aura des conséquences graves et durables sur elle-même. Moscou peut arrêter cette guerre. La Russie peut choisir d'éviter l'escalade sur le terrain, de s'abstenir de recourir aux armes de destruction massive, de diffuser des récits d'intimidation et de désinformation, et de revenir à un comportement international responsable, où les nations peuvent être en désaccord mais ne cherchent pas à saper la souveraineté et les choix souverains de leurs voisins.

L'ère de la sécurité coopérative reposait sur le respect des principes et des engagements consacrés dans l'Acte final de Helsinki, principes qui sous-tendaient nos mesures de confiance et de sécurité en matière de maîtrise des armements ainsi que l'architecture européenne de sécurité dans son ensemble. La Russie a bouleversé l'ordre de sécurité européen et fait preuve d'un mépris total pour ces principes fondamentaux.

Nous comptons sur notre future présidence, assumée par la Belgique, pour nous aider à trouver une voie à suivre constructive qui doit inclure le respect des engagements que nous

avons pris. Vous avez notre soutien total en cette période difficile pour le FCS. Nous souhaitons également la bienvenue à la Bosnie-Herzégovine au sein de la Troïka.

Sur un plan personnel, comme il s'agit de mon dernier FCS, je suis triste de laisser notre forum dans un tel état. Au cours des trois années que j'ai passées ici, j'ai connu des moments forts, dont la Présidence américaine l'année dernière, et des moments faibles, notamment à l'aube du 24 février et au cours des cinq mois qui ont suivi l'invasion brutale de la Russie. Je suis honoré d'avoir travaillé avec autant de diplomates et d'officiers militaires qui restent attachés aux principes fondamentaux de cette Organisation. Si seulement cet engagement était partagé par tous ! Je vous laisse maintenant en formant ardemment le vœu que l'avenir sera meilleur.



---

**1019<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1025 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION SUISSE**

Monsieur le Président,

Nous avons tous constaté depuis le 24 février 2022 que l'architecture de sécurité européenne a été gravement contestée et endommagée. Il faut espérer que ces dommages ne soient pas irréversibles. Des décennies d'efforts déployés au sein de l'OSCE et du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS) pour instaurer la confiance et la sécurité entre les États participants se sont avérées insuffisantes et ont malheureusement été perdues. L'escalade de l'agression militaire contre l'Ukraine, que nous condamnons dans les termes les plus forts, montre que la Russie a renié notre engagement commun en faveur de la résolution pacifique des conflits dans la région de l'OSCE. La Suisse exhorte la partie russe à cesser toutes les hostilités et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien. Nous réitérons notre appel urgent à respecter strictement tant le droit international humanitaire que le droit international relatif aux droits de l'homme. Nous condamnons également l'implication de la Biélorussie dans l'agression militaire commise par la Russie. Soyons clairs, rien – je répète, rien – ne peut justifier cette guerre et la perte globale de vies humaines qu'elle entraîne.

Monsieur le Président,

La Suisse continue d'attacher une grande importance au rôle de l'OSCE en tant que plus grande organisation régionale de sécurité au monde et au FCS, qui est l'un de ses deux organes décisionnels permanents. Nous apprécions en particulier nos débats au sein du Forum et demandons instamment qu'ils se poursuivent. La Suisse considère que le FCS est un lieu de dialogue important, où nous devrions tous pouvoir exprimer des opinions divergentes de manière ouverte, transparente et constructive. Le Forum a été, est et doit rester un acteur important du renforcement de la sécurité et de la stabilité « par la négociation de mesures concrètes visant à réduire ou à maintenir les niveaux des forces armées à un minimum correspondant aux besoins légitimes, communs ou individuels, en matière de sécurité à l'intérieur de l'Europe et au-delà », tel qu'indiqué dans la décision portant création du FCS figurant au chapitre V de la Déclaration du sommet de Helsinki du 10 juillet 1992. Même si la situation actuelle peut susciter de sérieux doutes quant à savoir si la coopération et la confiance mutuelle entre tous les États participants seront rétablies dans un avenir proche, nous devrions être unis dans notre objectif commun de rechercher une coexistence pacifique et respectueuse pour nous-mêmes et pour les générations futures. Nous devons tous veiller à

ce que notre Organisation soit en mesure d'être un acteur pertinent dans le règlement des conflits et le relèvement après les conflits. C'est en effet pour cela qu'elle a été initialement conçue pour nous, États participants de l'OSCE, et par nous-mêmes.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui se tient la dernière réunion du FCS sous la Présidence biélorusse avant la « pause estivale ». La délégation suisse tient à remercier l'Ambassadeur Dapkiunas et son équipe très compétente, notamment le Conseiller Denis Dovgalev et le Colonel Pavel Khatsianouski, pour avoir présidé les réunions du FCS dans un format réduit au cours des derniers mois, compte tenu du contexte complexe et sensible. Nous apprécions et saluons les efforts personnels que vous avez déployés pour exercer la Présidence du Forum de manière très appropriée, impartiale et professionnelle. L'ambassadeur Dapkiunas étant absent aujourd'hui, veuillez lui transmettre ce message.

Monsieur le Président,

Nous aimerions également profiter de cette occasion pour adresser nos remerciements à l'Azerbaïdjan, qui quitte la Troïka du FCS. Pour ce qui est de l'avenir, nous souhaitons la bienvenue à la Belgique, qui va assumer la Présidence du FCS, et nous assurons nos collègues belges de notre ferme soutien. Bien que l'évolution de la situation puisse être imprévisible et instable, le FCS continuera à se réunir régulièrement. Nous sommes convaincus que l'Ambassadeur Nagant de Deuxchaisnes et son équipe compétente et engagée sauront trouver le ton juste et déployer tous les efforts nécessaires pour assurer une présidence équilibrée et appropriée dans l'intérêt de tous les États participants.

Merci, Monsieur le Président.



---

**1019<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1025 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION BELGE**

Merci, Monsieur le Président.

La Belgique s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi cependant d'ajouter quelques observations au nom de mon pays et en ma qualité de prochain Président du Forum pour la coopération en matière de sécurité.

Je tiens à commencer par remercier ceux qui ont exprimé leur soutien à la présidence du FCS que nous assumerons prochainement.

Il y a cinq mois, la Russie, avec l'appui de la Biélorussie, a lancé une guerre injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine, violant ainsi les obligations que lui imposent le droit international ainsi que les engagements communs de l'OSCE. Aujourd'hui, le peuple ukrainien continue de souffrir tout en défendant son intégrité territoriale, alors que la Russie continue de piétiner ses engagements et les bases du multilatéralisme.

À l'ouverture de la Présidence biélorusse du FCS, nous avons pris note de l'intention de celle-ci de conserver son caractère technique et avons exprimé l'espoir qu'elle le ferait dans le respect de nos principes communs. Aujourd'hui, nous pouvons confirmer que la Présidence biélorusse a effectivement été technique. Il est regrettable cependant qu'au cours de cette période, la Biélorussie ait non seulement continué à permettre la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, mais qu'elle ait montré, par certains signes, qu'elle avait même intensifié son soutien, violant ainsi davantage les principes de la communauté internationale, de notre Organisation, ainsi que de ce Forum.

Il y a trois mois, la Belgique a été accueillie en tant que nouveau membre de la Troïka du FCS. Aujourd'hui, nous avons à notre tour le plaisir d'accueillir chaleureusement la Bosnie-Herzégovine à la Troïka. Nous nous réjouissons à la perspective d'une coopération étroite.

Pour conclure, Monsieur le Président, la Belgique a exprimé à plusieurs reprises sa conviction que le FCS et le dialogue politico-militaire ont une valeur ajoutée mais que l'utilisation correcte de ce Forum est une condition préalable. Aujourd'hui, nous sommes malheureusement encore dans une situation où le statu quo demeure impossible étant donné que la situation sur le terrain continue d'avoir de lourdes répercussions sur les travaux et les

débats du FCS. Par conséquent, la Belgique, qui assumera la prochaine présidence du FCS, devra tenir compte de cette situation déplorable dans son programme de travail pour le troisième trimestre de l'année. Nous restons en contact étroit avec les États participants, le Président en exercice et le Secrétariat pour peaufiner notre ordre du jour, que nous distribuerons dès qu'il sera achevé.

Je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de ce jour. Merci,  
Monsieur le Président.